

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GSE

Zone d'activité Concertée (ZAC) Marie-Louise
68850 STAFFELFELDEN

Références : [14957_2022_06_14_GSE_VIIC](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement GSE implanté Zone d'activité Concertée (ZAC) Marie-Louise 68850 STAFFELFELDEN. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSE
- Zone d'activités Concertée (ZAC) Marie-Louise 68850 STAFFELFELDEN
- Code AIOT dans GUN : 0003014957
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La visite inopinée a été effectuée sur un terrain vierge et clôturé. Un entrepôt devrait être construit prochainement sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aménagements destinés à la protection des batraciens sur le site avant le démarrage des travaux de terrassement et de construction de l'entrepôt : vérification suite à la précédente visite sur le site, de la continuité effective de la barrière antibatraciens sur la totalité du périmètre du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réduction des impacts potentiels sur la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 2.2.4 b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remédié à l'absence d'un filet anti-batraciens sur les jonctions des barrières de type Heras. (Cf. Photos jointes)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réduction des impacts potentiels sur la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 2.2.4 b
Thème(s) : Autre, Dispositif anti-amphibien
Prescription contrôlée : - mise en place d'un dispositif anti-amphibiens en périphérie du site en phase chantier ;
Constats : L'exploitant a remédié à l'absence ponctuelle de filet anti-batraciens sur les jonctions des barrières de type Heras aux endroits figurant sur les photos jointes. Le 14 juin 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence du filet anti-batraciens sur la totalité de la périphérie de la clôture sans aucune discontinuité. Le cordon de gravier permettant de lester le filet et empêchant le passage entre le filet et le terrain naturel a été renforcé sur les secteurs suspects mis en évidence lors de la précédente visite d'inspection.
Observations : En accord avec GSE, l'inspection des installations classées sera systématiquement destinataire des rapports de l'écologue, dès qu'ils auront été rédigés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Anomalies relevées lors de la précédente visite du site :



Anomalies corrigées (constat lors de la visite du 14/06/2022) :

Continuité réalisée

